



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Le-participat>

# Le participat

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 853 - février 1987 -

Date de mise en ligne : mercredi 22 juillet 2009

Date de parution : février 1987

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

### Un livre qui devrait faire du bruit ... et plaire autant à droite qu'à gauche :

Les co-auteurs de ce livre (1) sont tous deux docteurs en Économie. Le premier, Yoland Bresson, est Professeur à l'Université du Val de Marne. Le deuxième, Philippe Guillaume, est Secrétaire Général du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises et Conseiller du Président de l'Assemblée Nationale.

Ce néologisme, le PARTICIPAT, désigne une doctrine, qui n'a rien à voir avec « la participation ». Le sous-titre de l'ouvrage ainsi que l'annexe 2 intitulée « les Précurseurs », (soit deux pages sont consacrées à J. Duboin qui « avait bien compris, qu'à son époque, la société vivait une fantastique transition »), m'avaient fait espérer qu'il s'agissait d'une variante de l'Économie Distributive, d'une actualisation ou de solutions originales de transition.

Effectivement, l'analyse de la crise, comme celle que font - enfin ! - de nombreux Économistes, est conforme à la nôtre :

« Il n'est plus légitime aujourd'hui de lier le revenu à l'emploi - alors que plus de la moitié des revenus distribués en France sont des revenus de transfert- et qu'il est intolérablement absurde que certains hommes soient condamnés à travailler 39 heures par semaine, 47 semaines par an, 37 ans dans la vie, alors que d'autres sont condamnés à être privés d'emploi, privés de statuts et de dignité, exclus de la communauté... De 1920 à 1929... l'offre potentielle s'emballait et les investissements se précipitaient, la demande solvable restait faible, limitée par l'insuffisante capacité d'acheter... Et c'est la crise, grave, violente et durable, le chômage, la misère... ».

Les auteurs ont, par contre, un point de vue surprenant en ce qui concerne le New Deal de Roosevelt et Keynes :

« Au terme de terribles épreuves, les Américains spontanément, Keynes théoriquement avaient trouvé la clef qui libérerait les exceptionnelles capacités de production du machinisme, du capitalisme industriel et du salariat ». Curieux, quand on sait qu'en 1940, l'Amérique comptait encore, malgré le New Deal, 15 à 17 millions de chômeurs... futurs soldats !

« ... surplus agricoles des pays riches et famines meurtrières des pays pauvres, production croissante d'exclus d'après les sociétés d'abondance : exclus du savoir, exclus du pouvoir, exclus de la vie sociale, exclus de l'emploi ».

Pour la plupart des métiers et professions, le travail ne peut plus être une « valeur » : sur ce point, nous sommes donc bien d'accord avec les auteurs du « Participat » :

« Le développement des formes d'organisation tayloriennes, l'absence d'intégration des tâches, leur hiérarchisation et leur dépersonnalisation, la fragilité de l'emploi ont largement contribué à « dévaloriser » le travail qui pour beaucoup n'a plus qu'une seule vertu, celle de l'apport de revenus ; de manière presque unanime le travail n'est plus considéré comme une valeur à défendre, mais comme le moyen de gagner sa vie ».

« De moins en moins d'hommes ont le privilège de tirer jouissance de leur travail... La lutte pour la baisse de la durée du travail cesse d'être une lutte contre le travail pour devenir une lutte pour le temps libre ».

« Tout de même, on tient compte des leçons apprises de Keynes, on admet que cette rigueur pratiquée réduit l'activité et condamne les individus les plus faibles ou les plus démunis. On s'efforce donc de panser les plaies trop sensibles d'une politique économique devenue rigoureuse excessivement : on indemnise les chômeurs, on distribue des ressources aux plus pauvres, on veille à ce que le pouvoir d'achat du plus grand nombre ne s'effondre pas mais soit simplement « lissé ». C'est 1929, humanisme ! Sauf pour les exclus, de plus en plus nombreux ».

« Dans les pays développés, l'homme a, pour l'essentiel, maîtrisé la rareté : on est entré en Économie d'abondance ». « Les zélés du néo-libéralisme... En 1929, ils ont échoué, et

## Le participat

les voilÃ qui recommencent au risque - inconscient - de condamner notre sociÃtÃ Ã accoucher dans la violence de nouvelles formes d'organisation avec mÃpris - ou avec indiffÃrence - pour les exclus chaque jour plus nombreux. Cet aveuglement et cette ÃventualitÃ, dorÃnavant insupportables quand on prend conscience des moyens de notre avenir, quand on sait qu'il est possible d'initier et maÃtriser l'inÃcroyable rÃvolution ».

Pour cela, prÃcisÃment, que propose « le Participat » ?

D'abord, un revenu de base MINIMAL, mais POUR TOUS (hauts revenus inclus) non imposable, et DE LA NAISSANCE A LA MORT. Donc un revenu qui n'est pas sans parentÃ avec le revenu social distributiste. Et les auteurs condamnent l'impÃt nÃgatif de Milton Friedman aussi bien qu'un revenu minimum rÃservÃ aux plus dÃmunis :

« La France si riche continue insupportablement Ã fabriquer des exclus, privÃs des ressources indispensables ; les mÃcanismes de solidaritÃ sociale, heureusement mis en place aprÃs guerre, sont usÃs jusqu'Ã la trame malgrÃ d'incessants ravaudages financiers, et la dÃlivrance devenue parcimonieuse de certaines prestations, fait souvent bon marchÃ de la dignitÃ des hommes ».

Ces revenus seraient gÃrÃs et distribuÃs par une « Banque de SolidaritÃ Nationale ».

Mais il s'y ajoute un salaire correspondant au travail, de telle sorte que les disparitÃs actuelles des salaires ne sont pas remises en cause et que les solutions proposÃes pour sortir de la crise restent dans le cadre de l'Ãconomie de marchÃ.

ThÃoriciens d'une sortie Ã droite « sociale » de la crise, Bresson et Guilhaume, comme A. Minc, comme M. Albert, comme les auteurs (hauts cadres de chez Renault) de « l'Ãconomie bafouÃe » (2) tiennent essen-tiellement, malgrÃ leur analyse d'une fantastique transformation... Ã conserver le rÃgime, sa monnaie, la compÃtitivitÃ et la loi du profit. Par comparaison avec les tenants du libÃralisme -traduisons du capitalisme sauvage des Reagan, Thatcher, Chirac et autres Leotard - ils proposent des solutions susceptibles, disent-ils, de redonner Ã tous les hommes dignitÃ, temps libre, possibilitÃ de s'Ãpanouir.

Ceci implique de dÃvelopper le plus possible le travail Ã mi-temps, pour redonner du travail Ã tous ceux qui en veulent.

« Le nouveau mode de rÃpartition des revenus ouvre sur une nouvelle, et dÃcisive, conquÃte de l'homme : la libertÃ de maÃtriser son temps. de choisir ses pÃriodes d'activitÃ intense et ses moments de sabbat ».

Tout Ã fait d'accord. Mais qui, dans cette complÃte inÃgalitÃ Ãconomique aura, en fait, ce choix ? Si l'accord (?) se fait pour dÃvelopper le travail Ã mi-temps, les salaires seront divisÃs par 2...

Mais non le revenu de base, soulignent les auteurs. Tout dÃpend donc du montant de ce revenu. S'il est insuffisant, « libertÃ de maÃtriser son temps » et « choix de ses moments de sabbat » ne sont que rÃves et vœux pieux...

HÃlas, dÃfini comme « la valeur de temps » (3), ce revenu de base est estimÃ pour 1986 Ã 15.000 F. par personne... et par an. Soit 1 250 F par mois ! Adieu sabbat pour tous ceux qui n'ont pas d'autres Ãconomies que leurs demi-salaires passÃs ! Le revenu de base proposÃ n'est bien qu'un MINIMUM, mÃame pas vital.

Alors quand les auteurs affirment que « l'opposition entre stratÃgie Ãconomique et stratÃgie sociale n'est pas fondÃe », que « l'effort accru de rigueur et de compÃtitivitÃ n'est pas contradictoire avec une politique d'amÃnagement et de libÃration du temps- et « qu'il convient d'admettre que compÃtitivitÃ et cohÃsion sociale ne sont pas incompatibles » et qu'ils se fondent sur ces affirmations pour penser qu'on peut remÃdier Ã la situation actuelle sans sortir de l'Ãconomie de marchÃ, nous ne pouvons qu'en douter : un revenu mensuel de 1 250 F et mÃame du double, n'est pas en rapport avec les Ãnormes possibilitÃs de notre temps. Il ne donne pas les moyens de s'Ãpanouir. Il est indigne de l'Ãre d'abondance Ã laquelle nous mÃne la « fantastique transition » citÃe plus haut.

En rÃsumÃ, les auteurs du « Participat analysent parfaitement les effets pervers de l'Ãconomie actuelle, notamment l'exclusion sans cesse croissante des travailleurs, qu'ils se refusent Ã accepter. Ils sont conscients de la nÃcessitÃ pour tous de recevoir des revenus Ã vie, sans compensation d'un travail... introuvable. Mais leur attachement Ã l'Ãconomie de marchÃ, Ã sa monnaie, Ã sa loi du profit et Ã son culte de la compÃtitivitÃ, les entravent pour imaginer une solution vraiment adaptÃe Ã nos moyens.

(1) Chotard et associés, Éditeurs (1986).

(2) Voir Grande Revue n° 847.

(3) Voir « l'Après-salariat » de Y. Bresson, Éd. Economica (1984).